

H A R O

Berenger

S U R L A

Case
FRC
14399

Feuille D E S B.....

~~FRC~~

~~2632~~

PAR THOMAS - GUILLEAUME B. E. R.

Secrétaire de feu Mons de JAR....



A G R E N O B L E ,

L'AN DE JUSTICE 1789.

THE NEWBERRY
LIBRARY

O. A. II

1880

... 2nd ...

...

...



...

...

...



H A R O

S U R L A

F. D E S B.

ON suppose ordinairement que le clergé possède environ la 6^e partie des biens du royaume. On ne peut guères estimer moins de la moitié de ces biens ceux qui font le partage des évêques, archevêques, abbés & prieurs commendataires ; car dans les premiers siècles de notre monarchie, les biens des cathédrales étoient communs aux évêques, aux chanoines, aux autres clercs, & enfin aux pauvres. Le partage se fit plus ou moins tard dans les différentes églises ; mais il fut consommé dans toutes avant le onzième siècle. On fit communément deux portions égales ; l'une pour les évêques, l'autre pour le chapitre. Il n'y

eut que les pauvres qui furent oubliés dans cette répartition.

Le même partage eut à-peu-près lieu , lorsqu'on mit les abbayes en commende. On en divisa le revenu en trois portions égales ; une pour l'abbé , une autre pour les moines , & une troisième pour les réparations.

Si , dans quelques cathédrales , la portion du chapitre excède celle de l'évêque , il y en a d'autres où elle est inférieure ; & cette inégalité est d'ailleurs à-peu-près compensée par cette multitude de prieurés qu'on a détachés des monastères , & qui sont devenus comme les évêchés & les abbayes des bénéfices consistoriaux.

Je ne mets point en ligne de compte les quarante-mille cures qui se trouvent dans le royaume , parce que rien de plus mince que la plupart de leurs fondations , & que le plus grand nombre s'alimente de la congrue qui leur est payée par les abbés & prieurs commendataires & aussi des produits du culte.

Ne comptons donc que les bénéfices consistoriaux ; ceux-ci forment environ la moitié des biens ecclésiastiques , composent donc à-peu-près le douzième des biens de tout le royaume. Comptons de l'autre part ceux qui en sont en possession. Nous trouvons d'abord

cent dix-huit évêques ou archevêques , qui , outre les revenus immenses de leur siège , possèdent exclusivement toutes les grandes abbayes , en accumulent plusieurs sur la même tête , & ne laissent guères à ceux que la naissance n'appelle point à ces places éminentes que les plus minces qui ne valent pas la peine d'être disputés.

Ces cent dix-huit personnes se trouvent donc posséder à-peu-près les trois quarts du douzième des biens du royaume , ce qui fait sans doute un assez beau partage. Quant à l'autre quart , il est un peu plus subdivisé ; mais l'exemple des prélats servant de règle , chacun de ceux qui y ont part met tous ses efforts pour s'en approprier le plus qu'il lui est possible ; & comme la protection est la seule voie pour y arriver , on sent que les prélats distributeurs , ne se montrent pas plus scrupuleux pour les autres qu'ils ne l'ont été pour eux-mêmes & qu'ils aiment à se rassurer par la foule des exemples. Plus un vice est devenu commun , plus aisément on se le pardonne ; & peu s'en faut qu'on ne le métamorphose en vertu. Ainsi , la plupart de ces ambitieux subalternes réussissent plus ou moins dans leur poursuite , ce qui diminue d'autant le nombre de ceux qui se partagent ces biens ;

aussi je ne crois pas qu'ils se montent à plus de trois cents. Ajoutez le nombre des évêques, vous trouverez environ quatre cents personnes en possession du douzième des biens de tout le royaume; tandis qu'en supposant (1) la population de 24 millions d'hommes, environ deux millions devroient y avoir des droits.

Car il n'en est pas des propriétés ecclésiastiques comme de celles des autres citoyens, qui, suivant le cours des passions humaines, peuvent se grossir, décroître, s'échanger, se vendre & se transmettre successivement aux différens ordres de l'état. Pourquoi celles de l'église sont-elles au contraire inaliénables? C'est qu'elles appartiennent véritablement à la nation; elles doivent donc être le prix des services qu'elle en reçoit. Or, si l'on met dans la balance, d'un côté, les services que rendent les évêques & les archevêques; de l'autre, cette immensité de grâces, fût-il jamais un salaire plus disproportionné?

Quoi de plus contraire aux lumières de la raison & aux principes de la justice, que de voir un si petit nombre d'hommes faire sa proie de ce qui étoit destiné pour le soulagement

(1) Voyez le Traité de la Population, de Moheau.

d'une nation entière. Ce ne peut être l'intention des fondateurs. Croit-on qu'un si grand nombre n'aient versé si libéralement leurs dons que pour enrichir une petite troupe d'élites. Leurs largesses ont pu être indiscrettes , parce qu'elles étoient sans mesure ; mais ils se proposoient bien sûrement un objet utile. Ils n'ont tout donné aux églises & aux monastères , que parce qu'alors tous les établissemens ecclésiastiques étoient excessivement peuplés ; que tous les malheureux y trouvoient des aumônes abondantes ; parce que dans la licence des guerres que la férocité des mœurs rendoit continuelles , c'étoit les seuls asyles respectés ; parce qu'enfin , c'étoit le seul dépôt de lumières qu'on avoit conservé. Ces donations n'étoient donc point perdues pour la société ; elles rendoient sous une autre forme aux dernières classes des citoyens , la subsistance dont on les avoit dépouillés ; elles fournissoient à l'entretien d'une autre classe très-nombreuse ; & étoient de plus la récompense des vertus & des talens.

Cet abus est encore plus contraire à l'esprit de l'église , puisqu'il n'est peut-être pas un seul concile qui ne se soit élevé contre la pluralité des bénéfices. Je n'insisterai pas davantage ; cette vérité est si connue & si bien

constatée , qu'elle n'a pas besoin de preuves. Mais l'expérience ne démontre pas moins quelle facilité la puissance a de se jouer des règles les plus saintes ; c'est sur-tout dans l'église que ces règles ne sont des pièges que pour les foibles , & que , suivant la définition d'Anacharsis , elles n'arrêtent que les abeilles laborieuses , tandis que la guêpe & le frêlon oisifs ont mille moyens d'y échapper.

Puisqu'on contredit si évidemment l'esprit de l'église & l'intention des fondateurs , voyons s'il n'en résulte pas quelque'avantages , soit pour le peuple , soit pour le Souverain.

Voyons d'abord pour le peuple ; mais je l'avoue , je crains qu'un pareil examen ne semble une ironie cruelle. Quoique mon sujet soit trop sérieux pour me permettre d'employer de pareilles armes , que pourroit , en effet , gagner le peuple sur lequel un seul homme envahit la subsistance d'une ville entière , & qui voit s'appesantir sur lui le fardeau des taxes à mesure qu'on le charge davantage de celui de la pauvreté ; car ces biens , réputés sacrés dès qu'ils sont réservés à un si utile usage , sont presque entièrement affranchis des impositions ; cependant le gouvernement ne peut s'en passer ; il est donc forcé de tirer du pauvre ce que le riche lui refuse , parce que le

pauvre n'est armé d'aucun pouvoir pour la résistance , & qu'on croit ne courir aucun risque à l'opprimer.

C'est une immunité, dit-on, c'est un privilège; au moins qu'on en montre le titre; il semble qu'on ne devroit le trouver que dans l'évangile; mais comme ce n'est pas là qu'on va le chercher, où existe-t-il ailleurs? Ce n'est point non plus dans les concessions des empereurs, ni même dans celles de nos princes : les taxes publiques ont commencé assez tard en France. Pendant la police des fiefs, elles furent suppléées par l'obligation du service militaire, & quoique ce service répugne absolument avec les fonctions ecclésiastiques, les fiefs des ecclésiastiques n'en étoient pas plus exempts que celui des autres. Ils payoient donc alors les mêmes impositions que la noblesse; &, pendant les deux premières races & le commencement de la troisième, il n'y eut pas d'autres contribuables.

Il est vrai que dès que les communes eurent recouvré leur liberté, elles furent taxées séparément, mais les fiefs restèrent toujours assujettis à l'obligation du service militaire. Les ecclésiastiques eurent l'adresse de s'en dispenser les premiers; mais puisqu'aucune loi ne leur accorde cette dispense, qu'étoit-elle autre

chose qu'une usurpation ? Le peuple , qui en a été la victime , est-il donc forcé de la respecter , lorsqu'on a épuisé sur ses biens tous les genres d'extorsion , qu'on ne peut en ajouter un nouveau sans lui ravir en même-temps sa subsistance ? Si les besoins trop avérés de l'état exigent cependant un surcroît de taxes , je demande si le chef de cet état , si l'assemblée générale qui les impose , doivent être retenus par cet obstacle , & ne sont pas obligés d'établir une plus juste répartition.

C'est un privilège , dit-on , comme si un ordre pouvoit avoir le privilège de tenir les autres dans l'exténuation & la misère. Il n'y a que les espèces étrangères , les unes aux autres , qui comptent comme un moyen d'existence le pouvoir de se détruire. Dans ce sens , le loup a aussi le privilège de dévorer les moutons ; mais au moins , il n'exige d'eux , en retour , ni respect ni déférence.

Que gagne encore le peuple à cette opulence excessive de ses prélats ? C'est de voir reculer à proportion les barrières qui le séparent de son évêque ; ce n'est plus un prêtre , mais un prince : le faste le plus imposant , toute l'étiquette de la grandeur , veillent à l'entrée de son palais pour écouter l'ecclésiastique ; & les simples citoyens , qui n'ont ni

décorations ni titres , ou , si la nécessité des affaires force enfin de les admettre , ce vain appareil auquel leur ame n'est point exercée , les interdit , les intimide ; ils se hâtent de conclure , soit par foiblesse , soit pour se soustraire à l'humiliation où les tient ce spectacle ; c'est à-peu-près le seul rapport que le prélat ait avec eux ; du reste étranger à presque toutes les fonctions du culte , presque invisible au fond de son palais , il ne se produit en public qu'avec tout l'appareil de la magnificence ; c'est ainsi que le luxe & tout le cortège des vices qui l'accompagnent , arrivent dans nos provinces par les canaux qui devroient n'y apporter que des vertus , & ce sont là les services que l'on paie à si grands frais.

Au moins si ce luxe n'avoit d'autre théâtre que la ville épiscopale & le diocèse : politiquement parlant , le vice qui consomme peut être utile à un pays , il sert à répandre des richesses , il peut devenir un principe d'industrie ; au lieu que l'exportation de ces richesses le dépouille de ses principales ressources , & est un vol réel qui plonge insensiblement ses habitans dans la misère. Le prélat , devenu prince , ne montre donc ce luxe qu'un instant , seulement le temps qu'il faut pour corrompre les ames ; puis , après une courte

apparition , laissant les fortunes bornées des provinces se disputer & s'épuiser dans des prodigalités insensées , il porte l'immensité de la sienne à la cour & dans la capitale , qui seules peuvent la consommer.

Voilà quels sont les fruits que recueille le peuple. Le Souverain en retire-t-il de plus solides ? Plus il accumule de faveurs sur quelques individus , moins il s'en réserve pour les autres ; en ne les répandant que sur une seule classe , il lui donne des forces , sans se l'attacher davantage. Disons plus même , il finit bientôt par l'aliéner ; car les passions sont toujours infatigables , elles ont encore plus de besoins que les monarques n'ont de moyens de les satisfaire : l'habitude ôte d'ailleurs le prix à leurs graces , & en les voyant constamment attachées à certaines familles , on s'accoutume à les regarder plutôt comme une prérogative de la naissance , que comme un présent de la générosité.

C'est ainsi que s'est fortifiée cette aristocratie , qui , placée entre le Monarque & le peuple , s'arme des bienfaits de l'un pour mettre des bornes à son autorité , & pour aggraver le joug de l'autre , qui , après avoir seule causé l'épuisement de l'état par son avidité , ne veut jamais répondre à ses besoins que par ses pri-

vilèges. Après avoir laissé tranquillement égorger le peuple par la main des traitans, avoir été souvent l'instrument de son oppression (1), & s'être enrichie de ses dépouilles, elle lutte aujourd'hui avec tant d'énergie contre le Souverain pour perpétuer sa misère, & a pris tant d'ascendant que, malgré l'intérêt & les efforts du Monarque, les réclamations des peuples, les lumières du siècle, il est encore indécis lequel parti doit l'emporter.

Il n'en étoit pas ainsi autrefois, si l'on excepte quelques races privilégiées, tels qu'un cardinal de Lorraine, ou d'autres pourvus de la même dignité. Les évêques, bornés ordinairement au revenu de leurs sièges, étoient plus modestes dans leur appareil, & avoient moins d'influence. La naissance n'étoit pas aussi le seul titre pour le devenir : je trouve, dans les anciens catalogues, une foule de noms nouveaux, plusieurs titres des cours de judicature & même des monastères, beaucoup de noms italiens qui remplissoient les premiers sièges. Ceux qui les portoient n'avoient proba-

(1) Ce sont des évêques ou archevêques qui président ou ont la principale influence dans les états provinciaux. Je laisse examiner aux peuples de ces provinces, quels biens ils ont éprouvé de ces défenseurs.

blement d'autres titres de noblesse, que ceux que des intriguans qui s'expatrient ne manquent jamais de se donner.

Quelquefois ces places étoient la récompense des talens ; & la noblesse, loin d'en murmurer, se trouvoit honorée de ce voisinage, & de voir réjaillir sur la dignité un éclat qu'elle seule ne pouvoit lui donner. Ainsi Amyot fut élevé sur le siége d'Auxerre, & nommé ensuite grand-aumônier : quelle clameur une pareille nomination exciteroit aujourd'hui parmi notre aristocratie. Cependant on ne remarque pas qu'il deshonora sa place ; il est, au contraire, peut être le seul aumônier dont on se souvienne, de même que l'Hôpital, qui n'étoit pas né noble, est & sera long-temps regardé comme le premier des chanceliers.

Eh quoi ! les livrées de l'orgueil doivent-elles être la parure d'une religion toute vouée à l'humilité. Jésus, son fondateur, étoit charpentier ; ses apôtres ne furent que de simples pêcheurs ; ceux qui les remplacèrent ne furent recommandables que par leurs vertus. Dès qu'on commence à les enrichir, ils dégénèrent ; d'un côté, la superstition & l'ignorance, de l'autre, la fraude & l'avidité élevèrent à l'envi l'édifice de la grandeur épiscopale. Cette dignité, toute spirituelle dans son ori-

gine , réunit bientôt toutes les décorations & tous les pouvoirs ; mais quelque accroissement qu'elle eut reçu , son accès , pendant longtemps , ne fut fermé à personne. Il est vrai qu'à mesure qu'elle s'éloigna de sa source , les vertus y pénétrèrent plus rarement , mais elle fut encore pendant long-temps le prix des talens & des services. Point de siècle , dans notre histoire , qui ne nous montre une foule de noms , inconnus auparavant , qui se doivent à eux seuls leur célébrité , & qui illustrèrent l'épiscopat : plus cet objet de l'ambition étoit élevé , plus les ames montroient d'énergie pour y atteindre. Point de gouvernement qui ne dût s'applaudir de posséder un ressort si puissant pour faire naître les vertus , mais on n'a su en faire que l'aliment des vices ; & en rassemblant autour tous les élémens de la corruption , est-il étonnant qu'on l'ait porté à son comble ?

Dans ce moment où tous les ordres de l'état tendent à une régénération , on a sans doute droit d'espérer qu'elle viendra ranimer le corps qui en a le plus besoin , & dont l'influence est la plus puissante. En toutes choses , c'est presque toujours l'excès du mal qui en produit le remède ; & comme dans l'état politique l'immensité des dissipations

semble nous ramener à l'économie , l'ordre ecclésiastique doit aussi se rapprocher de son but primitif , à proportion de ses écarts ; & de l'entier oubli des principes religieux , doit sortir la nécessité de les faire revivre.

En effet , cette masse énorme des revenus ecclésiastiques ne peut rester sans activité : point de milieu , elle sera nécessairement ou un moyen de salut pour l'état , ou un principe de corruption. C'est à la nation d'opter , ou plutôt , il ne lui est plus libre de faire ce choix ; car les abus si long-temps invétérés , lui démontrant le vice de l'ordre établi , lui prescrivent le devoir d'en substituer un autre.

Eh ! qui oseroit lui en contester le droit ? La nation n'est-elle pas éminemment propriétaire de tous les établissemens publics ? ou , plutôt , n'en est-elle pas uniquement l'objet ? car l'utilité publique en peut seule être la fin. Toute fondation qui s'écarte de ce but est donc nulle par sa nature ; de même qu'à leur naissance , la société a droit d'en déterminer la forme , & d'en diriger l'usage ; elle conserve toujours celui de les restreindre , de les modifier , d'en extirper successivement les relâchemens & les abus que les passions & la main seule du temps ne manquent jamais de semer dans les établissemens humains , & qui ,

si on n'y remédie à propos, deviennent le principe de leur ruine.

On fait beaucoup de bruit de ces fondations ; mais, au fond, que prescrivoient-elles ? Un certain ordre de prières dont la piété de ces siècles aimoit à offrir le spectacle , parce qu'elle y trouvoit son amusement , ou qu'une conscience , agitée par ses crimes , regardoit comme une expiation nécessaire. Je n'examinerai point combien ceux qui profitoient de ces terreurs étoient habiles à les faire naître ; mais, au moins, la régularité, le goût de la retraite, & toutes les vertus les plus à la mode alors, étoient l'amorce qui attiroient ces immenses donations. Le but des fondateurs, en les récompensant, étoit de les encourager, & leur intention ne peut être remplie qu'en confiant à des ecclésiastiques vertueux le soin d'acquitter ces prières : c'est-là l'objet essentiel. Du reste, peu importe sous quelle forme extérieure elles soient acquittées. Combien, dans le cours des siècles, cette forme n'a-t-elle pas éprouvé de changemens successifs au gré du relâchement, de l'autorité, ou simplement tels que la mobilité des usages a coutume de les introduire.

Ces fondations étoient encore des actes de bienfaisance dont le pays étoit destiné à re-

cueillir le fruit. Les richesses entassées dans les monastères y étoient alors comme en dépôt pour tous les malheureux, & la piété se faisoit un devoir de doter leur asyle. Les dons immenses versés sur l'épiscopat eurent la même origine & le même motif ; c'étoit le patrimoine des pauvres qu'on vouloit grossir : il est vrai que le dispensateur ne tarda pas de se mettre à leur place. Mais alors même, la résidence étant encore regardée comme un devoir strict, les abus mêmes qu'on faisoit de ces richesses n'étoient pas sans utilité pour le pays ; & cette source de bienfaisance, quoique détournée de ses canaux naturels, n'étoit pas comme aujourd'hui entièrement tarie.

Il faut remplir, dit-on, les fondations ; mais examinez ce qui se pratique, & voyez s'il est possible de les contredire davantage ? Point d'abbaye qui ne soit le produit d'une multitude de libéralités destinées à la subsistance d'une foule d'individus ; on les entasse sur une seule tête, & ce patrimoine d'un village, & quelquefois d'une ville entière, n'est souvent lui-même qu'une portion légère, une espèce de supplément pour embellir la vie & multiplier les plaisirs de ce favori de la fortune. Les fondateurs avoient prescrit que ces dons fussent le prix d'une régularité pénible. On les
affranchit

affranchit de tout devoir , de toute espèce de gêne ; ils vouloient sans doute , par ce sentiment si naturel qui nous affectionne aux lieux de notre naissance , que ces biens servissent au bonheur , ou du moins au soulagement de leur patrie. On les en arrache. Transportés dans la capitale , ils n'ont plus d'autre destination que d'y nourrir l'oisiveté , d'y servir tous les raffinemens du luxe & de la mollesse , ou de se consommer dans une crapule flétrissante , qui est comme le produit nécessaire du vuide des occupations honnêtes & d'une opulence excessive qui n'a point été achetée par l'industrie , & qui n'est assujettie à aucune espèce de frein.

Je ne crains point qu'on m'accuse de charger ce tableau. Quel est l'homme , quel est le livre qui ne répète tous les jours les mêmes plaintes ? Voilà cependant l'usage de ces fondations que l'on fait sonner si haut ; c'est cet emploi des revenus ecclésiastiques qu'on appelle sacrés , qu'on ose mettre sous la sauvegarde de la religion. Prétendre le réformer , c'est , dit-on , porter la main à l'encensoir , c'est une profanation , un sacrilège punissable , contre qui les foudres de l'église sont toujours prêtes. Faut-il s'étonner , en effet , si ceux qui

vivent si magnifiquement de ces abus, mettent tant de zèle à les défendre ?

Mais ces menaces en ont peu imposé. Les réclamations n'ont cessé de se succéder de siècle en siècle. Elles n'ont pu, il est vrai, ramener un ordre plus sain : mais, au moins, elles ont toujours attesté le désir & le besoin de le voir renaitre.

Mais les lumières ont eu beau s'accroître, le mal dont on se plaignoit a encore fait plus de progrès ; il n'est pas de l'essence de l'ambition de s'arrêter dans sa course. Plus le pouvoir a envahi, plus il s'est ménagé de force pour envahir de nouveau. Ainsi, plus les graces ecclésiastiques ont été répandues sans mesure, moins elles ont satisfait l'avidité ; un bénéfice obtenu n'est devenu qu'un degré, ou plutôt un titre pour en obtenir un plus important. Tant de richesses accumulées sur un petit nombre de têtes, ont augmenté le désir & facilité les moyen de les conserver. Dans cet état, il n'y avoit qu'un pas pour les rendre, en quelque sorte, héréditaires ; ou, ce qui revient à-peu-près au même, pour les concentrer dans un ordre seul, & en exclure tous les autres. Ce pas a été franchi ; tout le crédit, toute la puissance de la haute-noblesse, ont

été employés pour appuyer ce système aristocratique dont elle seule devoit recueillir le fruit. La ligne de démarcation entre les différens ordres de noblesse a donc été tracée alors avec plus de profondeur, & l'on n'a plus voulu graduer les récompenses que sur les titres. Ce n'est point précisément l'antiquité des races qui a décidé la préférence, le système n'a été calculé que sur les illustrations présentes, qui donnent, au contraire, si souvent le démenti à l'antiquité. Il l'a été pareillement au profit de l'intrigue; car la hardiesse à forger des titres a souvent été beaucoup plus heureuse que l'avantage d'en produire de réels.

De-là est née cette fureur des généalogies, qui ne s'est jamais tant montrée dans aucun siècle, qui s'est emparée à-la-fois de tous les états, & qui est devenue la règle presque unique pour arriver à tous les honneurs, à tous les grades, au point que les ordonnances elles-mêmes ont donné le nom d'*officiers-généraux de fortune* aux simples gentilshommes que leur mérite seul avoit appelé à ces grades distingués. Étrange dénomination, comme si ceux qui, pour y arriver, n'ont besoin ni de talens ni de travail, n'étoient pas plus véritablement les enfans de la fortune.

Jamais système ne fut plus opposé à nos

principes religieux ; & , cependant , c'est surtout dans l'ordre voué à la religion qu'il s'est accrédité davantage. Il semble que le distributeur des grâces , de même que les généalogistes en fonction , ne soit chargé que d'examiner , de compiler des titres , de peser scrupuleusement à quelle espèce de grâce chaque degré de noblesse a droit d'atteindre. Il n'y a que la science & le mérite qui n'entrent point dans ses calculs ; il n'y a que les vertus des siècles passés qu'on récompense : excellente méthode pour dispenser d'en avoir dans celui-ci ; aussi ne s'est-on jamais mis plus à l'aise. On dit , pour se justifier , que presque tous les biens ecclésiastiques sont des fondations de l'ancienne noblesse ; mais ces fondations étoient principalement composées de dépouilles du peuple. Pourquoi celui-ci n'auroit-il pas aussi le droit de réclamer son partage ? D'ailleurs , qu'a de commun la plupart de notre noblesse moderne avec ces anciens fondateurs ?

Non-seulement les places éminentes de l'église , mais une foule de chapitres même subalternes , repoussent de leur sein quiconque ne peut montrer ses ayeux. On imagine des décorations extérieures pour faire mieux remarquer la distance qui les sépare des simples ecclésiastiques. Les évêques s'empressent de

fonder par-tout des chapitres de chanoinesses : je ne veux point blâmer ces établissemens. En supprimant les vœux perpétuels , & ce que la clôture a de trop rigoureux , ils ont corrigé deux des plus grands abus de nos règles monastiques. Mais pourquoi ne sont-ils que pour les nobles ? Pourquoi n'en fonde-t-on pas pareillement en faveur de tant de familles que leur éducation & leur fortune rapprochent si fort de la noblesse , & qui , ne servant pas moins l'état , n'ont pas moins de droit à ses bienfaits ? L'injustice est d'autant plus grande , qu'on ne peut enrichir les uns qu'en dépouillant les autres. Car , toutes ces nouvelles fondations n'étant formées que sur les biens des anciennes , on ne peut ouvrir d'asyle exclusif à la noblesse , qu'on n'en forme un pareil nombre à la bourgeoisie honnête , qui auparavant y avoit accès : c'est ainsi qu'on ne cesse d'envahir sur le peuple ; c'est ainsi que , par une folle imitation des nations qui nous avoisinent , nous sommes Anglois dans nos modes , Allemands dans nos institutions , & ne voulons jamais être Français : à peine autrefois distinguoit-on , dans tout le royaume , un ou deux établissemens consacrés à la seule noblesse. Aujourd'hui , point de provinces , point de diocèses , qui n'en offrent sous différentes associations. Au lieu

de rapprocher les sujets comme les membres d'une même famille , on les défunit , on les sépare ; il semble qu'on craigne que le noble ne fût souillé par le contrat d'un plébéien.

C'est ainsi qu'à l'ombre des préjugés gothiques se fortifie tous les jours une aristocratie redoutable qui , se plaçant à l'entrée des récompenses , des honneurs & de toutes les voies de la fortune , ne permet d'y arriver qu'à ceux qu'elle trouve marqués de son sceau. Est-il gentilhomme ? est le cri qu'on entend retentir dans toutes ces avenues ; c'est le seul titre qui peut se passer de tous les autres , & le seul qu'aucun autre ne peut suppléer. Qu'un citoyen honnête , qui n'a pour lui que son mérite & son travail , vienne à se présenter , aussi-tôt toutes les barrières se ferment , se hérissent ; & si , par une exception infiniment rare , quelqu'un a le bonheur de pénétrer , c'est presque toujours l'intrigue bien plus que le talent qui les franchit. Le talent ! eh à quoi aujourd'hui seroit-il de mise , si , avec un titre , il n'est pas besoin d'en acquérir , & si , sans titre , il ne peut percer sous quelque forme qu'il se présente ?

Si l'on craint de commettre un des ordres en faisant courir tous deux dans la même lice , au moins la justice demande que chacun ait

la sienne, où il puisse déployer son énergie, & trouver un prix proportionné à ses efforts. Leur concurrence tourneroit alors au profit de l'état.

Je ne m'attacherai point à décrire les causes de tous ces maux dont on se plaint, parce que toutes ont leur source dans les abus inévitables des richesses & du pouvoir, accoutumés à tout franchir, si on ne fait leur prescrire des bornes. Dans le cours de leurs usurpations, rien ne les arrête. Mais qu'arrive-t-il ? Les opprimés se lassent à la fin de porter un joug qui s'appesantit tous les jours ; les yeux s'ouvrent, & la patience s'épuise. Comme ils forment le nombre dominant, que seuls ils constituent le tout dans les autres, ne sont que de légères fractions ; dès qu'ils sont éclairés & qu'ils résistent, il faut bien leur céder à leur tour. Heureux quand un esprit de modération les porte eux-mêmes à ne pas abuser de leurs forces ! heureuse sur-tout la nation où cette révolution se prépare ! Quand tous les ordres réunis dans une assemblée légale n'ont en vue que le bien général, & s'honorent mutuellement, les uns par une sage retenue, les autres par leur sacrifice, & que, se ralliant tous à l'intérêt de la patrie, ils s'attachent de plus en plus les uns aux autres. Par cet exem-

ple réciproque de générosité , c'est dans ce concert que réside le salut de l'état , dont dépend le bonheur de tous ; car , ce que les uns perdent en facilité d'arriver aux honneurs , ils le regagnent par l'acquisition des vertus , qui seules en rendent dignes ; & les hommages de l'estime & de la reconnoissance valent bien , sans doute , ceux qu'arracheroient à des ames indignées les loix tyranniques de l'ancienne féodalité.

C'est donc au mérite seul , désormais , à s'ouvrir & à se tracer sa route. Il est , soit dans le bien , soit dans le mal , un point de maturité qui en amène nécessairement la dissolution. Ce moment est arrivé pour nous. Les longs abus , dans l'ordre ecclésiastique , ont été si bien dévoilés , & la réclamation contre eux est si puissante , que , sans doute , ils sont à leur terme. Est-il probable qu'une nation assemblée , ayant tous les remèdes en son pouvoir , se borne à gémir & à se plaindre ?

Sur les débris de cette masse informe qui croule de vétusté & menace , ruine de toutes parts , il est temps d'élever enfin un édifice régulier dont toutes les parties se correspondent , se prêtent mutuellement secours , au lieu de s'écraser comme elles font aujourd'hui , & qui se trouve dans une juste proportion avec

les besoins du peuple. Les matériaux sont immenses & dispersés par-tout, il n'est question que de les mettre en ordre, & l'état n'a pas un principe plus fécond & plus actif de régénération ; car il n'est pas un coin du royaume où, à l'aide d'une sage distribution, ils ne puissent porter à-la-fois l'abondance, les lumières & les vertus. Lorsque la patrie est assemblée pour en chercher les moyens, c'est sans doute la tâche de tous les bons citoyens de concourir avec elle pour les découvrir & les lui indiquer. On ne doit donc pas être étonné si, malgré la médiocrité de mes talens, le zèle patriotique en a fait aussi la mienne.

Les fondations ecclésiastiques sont immenses, je le répète, elles peuvent devenir également une source de bien & de mal. Le mal ne s'est introduit que par le vice de la répartition, & par la nature des pouvoirs chargés d'y présider ; en corrigeant l'un & l'autre, le bien en prendra aisément la place.

Les dignités ecclésiastiques furent de bonne heure l'objet de l'ambition, parce qu'elles ne tardèrent pas de réunir tout ce qui a coutume de la tenter ; & par cette raison, le soin d'y pourvoir ne cessa de fatiguer tous les gouvernemens. Sous notre première race, leur élection se faisoit en commun, par le peuple &

par le prince. Le peuple nommoit trois sujets, le Roi choisissoit parmi eux , ou quelquefois il désignoit d'avance celui qu'il destinoit au siége vacant , & le peuple manquoit rarement de lui donner son suffrage. Tel étoit l'ordre le plus général ; mais la règle avoit peu de stabilité ; l'ambition des candidats la courboit dans tous les sens ; c'étoit souvent les armes à la main qu'ils se disputoient l'héritage d'un Dieu de paix ; & l'église même qu'ils vouloient emporter , fut quelquefois inondée de sang pour leurs querelles.

Le clergé ne commença à former un corps séparé dans l'état, que sous la seconde race. La nouvelle révolution augmenta le pouvoir des évêques ; & pendant la décadence de la famille de Charlemagne , il s'éleva à un point qui ne connut plus de bornes. Au lieu de leur ancienne dépendance , ce furent presque eux seuls qui firent le sort des Rois , qui les élevèrent & les déposèrent à leur gré ; ils s'attribuèrent à eux-mêmes tous les honneurs , tous les pouvoirs , & quand ils n'y trouvèrent point d'obstacles , tous les droits mêmes de la Souveraineté. Il est cependant remarquable qu'à cette époque si brillante pour les évêques , il s'en trouvoit parmi eux un assez grand nombre qui avoient été tirés de la servitude ,

ce qui prouve que la noblesse , malgré son autorité excessive , n'avoit pu encore faire prévaloir le système exclusif de n'admettre aux évêchés que des nobles , & que le peuple avoit toujours conservé son ancien droit dans les élections. Je crois , en effet , qu'il ne le perdit jamais entièrement , & qu'il en fit usage autant , du moins , que l'archie où l'on vivoit pouvoit le permettre ; car , sous le règne féodal , il n'y eut réellement d'autre droit que la force , & les loix n'étoient que des usages mobiles , prescrits par les circonstances , & qui n'avoient nulle part aucune uniformité.

Le désordre s'accrut encore , lorsque dans les cahos où l'on se trouvoit , les papes vinrent mêler leur influence , qui jusqu'alors avoit été étrangère. Plus ce droit étoit nouveau , plus les prétentions étoient susceptibles de s'étendre ; aussi , embrasèrent-elles à-la-fois tous les objets du gouvernement ecclésiastique ; les élections des évêques , la nomination aux bénéfices subalternes , toute la police de l'église , & même les droits les plus essentiels de la nation & du trône. Il est vrai qu'on résista en France un peu plus qu'ailleurs ; mais l'attaque étoit trop vive , trop persévérante , & les lumières trop bornées , pour qu'on pût résister sur tout. Il fallut donc céder plusieurs

points. Alors naquirent les annates, les réserves, les expectatives, le droit de confirmer la nomination des abbés & des évêques, & de s'emparer d'une portion de leur revenu ; ce qui étoit au fond l'objet principal de cette guerre, & ce qui ne cessa d'être une source de querelles toujours renaissantes.

On tenta envain d'enchaîner l'avidité des papes, par l'établissement de la pragmatique sanction, qui, rétablissant les anciennes élections, exigeoit pour la nomination des grands bénéfices, le concours de la nation & du prince. Elle fut établie sous Saint-Louis, & depuis, toujours combattue ou éludée ; puisque sous Charles VIII, on fut obligé de la renouveler ; ce succès même ne fut que passager, car ses successeurs l'appuyèrent, ou cessèrent d'en faire usage selon leurs intérêts politiques, & les ménagemens qu'ils leurs inspiroient pour les papes, jusqu'à-ce qu'enfin cette longue querelle fût terminée sous François premier, par le concordat.

Alors s'établit un nouvel ordre, qui a toujours subsisté depuis. Les papes obtinrent le revenu des bénéfices consistoriaux à chaque vacance, & s'obligèrent de confirmer à ce prix toutes les nominations qui seroient faites par le prince. Je n'ai parcouru toutes les va-

riations de la discipline , que pour montrer qu'il n'y eut jamais de forme fixe , que par conséquent , s'il est démontré que l'ordre établi est une source d'abus , on peut le réformer sans scrupule , & qu'il n'est point de forme nouvelle , pourvu qu'elle soit plus utile au prince & au peuple , qu'on ne puisse & qu'on ne doive lui substituer.

Examinons donc quelles furent les suites du concordat ; en ôtant au peuple le droit de concourir aux élections , on n'écarta pas d'abord des dignités ecclésiastiques tous ceux de son corps , qui avoient le mérite nécessaire pour y prétendre ; car , soit par un sentiment de justice , soit par l'effet de l'ancienne habitude , on continua encore long-tems d'en admettre quelques-uns ; mais du moins , on leur rendit l'acier de ces dignités beaucoup plus rare & plus difficile. L'émulation y dût donc décheoir dans la même proportion. Otez le prix aux talens & aux vertus , vous les verrez nécessairement languir ; & il est dans la nature de l'homme , de proportionner toujours ses efforts à l'espoir de la récompense.

Ce relâchement d'un des ordres de l'état fut nécessairement funeste à la société ; il le fut doublement , parce que la noblesse , délivrée de ses concurrens , ne crut plus avoir

besoin de la même ardeur , & la trop grande sécurité d'arriver à ces places , y dut produire à peu-près le même effet que chez le tiers , le désespoir d'y atteindre.

D'ailleurs , quelle différence dans la manière de les obtenir. Dans le nouveau système , on n'y arriva plus que par des routes secrètes , que souvent le protecteur & le protégé avoient également intérêt de cacher ; chaque passion essaya de se tracer la sienne , & réussit bien mieux que le talent , parce qu'elle sut y mettre plus d'adresse & plus d'activité. Quand le peuple concouroit aux élections , il falloit au moins avoir produit des efforts pour lui plaire , il falloit au moins l'apparence des vertus & des services ; si l'estime publique n'avoit pas servi de degré à cette élévation , le peuple , quand même il eût été dans l'impuissance de la contredire , savoit bien la faire connoître par la nature de ses acclamations ; & ce seul frein servoit à contenir les ames , & à inspirer une émulation utile.

Il n'est donc pas douteux que la société ait perdu infiniment par le nouvel ordre , sur-tout , si l'on examine la prodigieuse influence que le choix des chefs ecclésiastiques peut avoir sur les lumières & les mœurs de la nation. Le Monarque n'y perdit pas moins ,

sans-doute ; car sa gloire & sa force sont de commander à un peuple éclairé & vertueux ; au fond , les intérêts de la société & de son chef ne peuvent jamais être que les mêmes.

Voyons quel fut son dédommagement : il devint le seul distributeur des richesses ecclésiastiques , mais sans pouvoir se les approprier , ni les appliquer aux besoins de l'état. Surchargé par les autres soins du gouvernement , il ne peut donner , tout au plus , son attention , qu'à bien remplir les postes les plus importans , qui auparavant ne dépendoient pas moins de son choix , & sur lesquels , depuis le commencement de la monarchie , il n'avoit pas cessé d'avoir la principale influence. Il ne gagna donc rien à cet égard. Quant à la multitude des bénéfices consistoriaux , ne pouvant connoître individuellement ceux qui étoient les plus propres à les remplir , ce fut pour lui une nécessité de céder aux recommandations des courtisans , des ministres , de tous ceux qui l'approchoient , d'être le jouet de toutes leurs passions , & de servir continuellement leurs caprices & leurs haines. Ainsi , ces nominations , quoique faites sous son nom , ne lui furent , dans le fait , pas moins étrangères qu'elles ne l'étoient auparavant ; & elles furent

conflamment beaucoup plus mal-faites , parce que tout conspire à tromper les Rois.

D'ailleurs , tant de brigues , tant de sollicitations portoient trop de distraction dans les soins indispensables du gouvernement ; il falloit donc s'en décharger , & créer pour cet effet un ministère particulier ; c'est-à-dire , que le Roi ne pouvant suffire à cette nomination , fût obligé de commettre d'autres personnes à sa place ; autant valoit les laisser à leurs juges naturels , qui seuls avoient intérêt qu'elles fussent bien remplies.

Ainsi naquit le ministère de la feuille ; il est remarquable qu'à l'exception du seul Saint-Vincent de Paulé , égaré un instant à la cour , pour remplir ces soins , & qui les abandonna sans avoir songé à enrichir son ordre ni lui-même ; il est remarquable , dis-je , qu'il ne s'est pas trouvé un seul de ces ministres qui soit cité avec estime , & qu'on puisse proposer pour modèle à ses successeurs. Il en est malheureusement de quelques places politiques , comme de ces suites mal-faisantes , toujours environnées d'un atmosphère de corruption , qui infectent de leur contagion tout ce qui les approche. Eh ! comment en effet s'en défendre ? Quelle pureté de cœur pourroit se
soutenir

soutenir au milieu des passions viles, qui ne cessent de le souiller par leur contrat ; car, depuis que les bénéfices ont été réservés presque exclusivement à la noblesse, & qu'on a réduit à de vains titres (1) toutes les obligations & les seuls moyens d'y parvenir, il n'y a presque plus que l'avidité qui ose se produire ; plus on la comble de dons, plus elle se montre insatiable. En voyant autrefois les évêchés de France si magnifiquement dotés, personne n'auroit osé imaginer qu'un supplément pût leur être nécessaire ; les évêques ne le croyoient pas eux-mêmes : ils vivoient contents de leur fortune, en usoient ou en abusoient suivant le génie qui leur étoit propre. Mais ces riches abbayes qu'ils sollicitent aujourd'hui avec tant d'ardeur & qu'ils accu-

(1) Depuis quelque tems, on a jugé que le titre de grand - vicaire étoit un préliminaire indispensable pour obtenir ces bénéfices. Ce titre se donne ordinairement aux abbés de qualité, dès qu'ils sortent du collège ; chaque évêque se fait gloire d'en avoir un grand nombre qui ne sont jamais embarrassants pour le diocèse, puisque plusieurs n'y mettent pas même le pied, & que presque tous vivent continuellement à Paris,

mulent sans pudeur & sans remords ; ils n'avoient pas même alors l'idée de les convoiter.

Cette pluralité fut de tout tems défendue par les canons ; mais les défenses ne sont jamais que pour les foibles. Aussi tous les siècles offrent de nombreux exemples de la transgression de la loi ; cependant elle étoit encore respectée. Ce ne fut qu'après le concordat qu'on se joua ouvertement de toutes les règles. Le distributeur des grâces n'eut pas de peine à se prêter à ce relâchement ; il ne pouvoit se regarder seul comme un être privilégié ; & il falloit servir l'avidité des autres pour pouvoir satisfaire la sienne.

Nos princes ne tardèrent pas à s'apercevoir de ces abus , & que la corruption découloit de ce ministère comme de sa source ; ils imaginèrent , pour la contenir , de ne le confier qu'à des hommes qui se trouvoient pour ainsi dire hors des sentiers de l'ambition , voués à l'austérité & à la retraite : c'est ainsi qu'il tomba dans les mains d'une société célèbre ; mais elle n'en abusa pas moins pour élever sa propre grandeur , & en fit de plus un instrument de persécution , & un foyer de fanatisme. Comme on n'avoit

rien gagné par ce choix , on revint aux courtisans , & l'on pense bien qu'il n'y eut plus de réformes à attendre ; on ne prit pas même alors la peine de dissimuler ses vices ; quelquefois le scandale des mœurs se produisit dans le ministère , à proportion des moyens qu'il avoit en son pouvoir. Il se prodigua les graces ecclésiastiques , avec la même facilité qu'il en versoit les produits sur les vils objets de son attachement , sans jamais rougir de l'un & de l'autre. Quelques-uns continuèrent à montrer la bassesse qui les avoit élevés , & une ambition qui ne pouvoit être assouvie ; quel que fût le vice qui se produisit , il ne pouvoit être sans influence ; chaque ministère teignoit pour ainsi dire de ses couleurs toute cette partie du clergé qui en attendoit son sort.

Après avoir allumé leurs passions , il ne manquoit plus que d'en faire un trophée , & de les montrer en public enchaînées au char du ministre ; c'est ce qu'on fit par l'établissement des audiences publiques. S'il est un spectacle indécent & opposé à l'esprit du christianisme , c'est sans doute celui de ces assemblées , qui , concentrant presque dans un seul poin toute l'ambition ecclésiastique , lui donne

beaucoup plus d'activité. On n'y vient que pour des sollicitations que la religion défavoue, & pour se parer d'un empressement contraire à toutes les règles. Un spectateur désintéressé, s'il peut y en avoir de tels dans cette foule, y liroit aisément, sur tous les visages, tous les tourmens de l'attente & de l'incertitude, surtout lorsque le ministre vient s'étaler dans toute sa pompe, promenant çà & là ses regards distraits, jouissant également des craintes & des espérances, souriant à l'un sans le voir, répondant à l'autre sans l'entendre, &, pour prolonger leur servitude, prodiguant à tous des promesses qu'il a juré d'avance de ne pas tenir.

Si les graces ecclésiastiques doivent être le prix des services, c'est sur les lieux mêmes qui en ont été témoins, qu'elles doivent être distribuées. Pourquoi en arracher les sujets, s'ils sont utiles ? Pourquoi les récompenser s'ils ne le sont pas ? Pourquoi faire courir à de jeunes ecclésiastiques tous les dangers de la corruption de la capitale ? Quelle école pour eux que l'anti-chambre d'un ministre ! Car, au fond, le concours démontre qu'il n'y a pas d'autre source de graces, & qu'il n'y a que cette assiduité qui trouve à la fin sa récompense.

Faut-il s'étonner si les mœurs & les sentimens répondent si souvent à l'école qui les a formés ?

C'en est assez & trop peut-être ; mais si le tableau du mal n'eût pas été nécessaire pour constater le besoin de la réforme , je n'aurois sûrement pas insisté si long-temps sur une tâche si dégoûtante.

Quelles seront ces réformes ? Ma réponse à cette question est bien simple : c'est que toutes les parties d'un état tendant à une régénération, l'ordre ecclésiastique qui en a plus besoin qu'aucune, doit s'unir & se combiner avec toutes les autres , adopter les mêmes principes & la même marche, parce que c'est de cette uniformité dans les établissemens que doit dépendre leur stabilité.

Avant d'aller plus loin , je dois m'empreser de rassurer les craintes que ces réformes pourroient inspirer : celles que je vais proposer ne regardent absolument que l'avenir , & ne doivent point toucher à l'ordre établi. Quelque loin qu'aient été portés les abus, l'habitude pour ceux qui en jouissent les a presque transformés en besoin. Il seroit trop dur de les dépouiller ; d'ailleurs, ce seroit attaquer une espèce de propriété qui ne doit pas être moins respectée que les autres. Il suffit qu'à

la vacance de chaque bénéfice , l'état puisse en faire une disposition plus utile ; & que , par des institutions sages , il s'appliquât à former , à l'avenir , des ames plus pures & plus vigoureuses à la place de celles qui le surchargent aujourd'hui par des besoins si multipliés. Je n'attaque donc aucun des droits existans ; mais à mesure qu'ils s'éteindront , je propose de n'en plus établir qui ne soient au profit de la patrie ; ce qui ne peut arriver que par une proportion exacte entre le salaire & les services.

J'ai dit que l'ordre ecclésiastique doit se réformer sur les mêmes principes que l'ordre politique. Or , que fait le gouvernement pour guérir ses plaies par la convocation des états-généraux ? il s'instruit de tous les besoins & de toutes les ressources ; par l'établissement & l'organisation des états provinciaux , il place dans chaque lieu des pouvoirs tirés également de tous les ordres qui doivent y veiller à leur prospérité commune , exciter les talens , ranimer l'industrie , retenir les richesses sur le sol qui les fait naître , & faire en sorte que toutes les parties de cet immense tout se prêtent mutuellement secours , au lieu de s'appauvrir.

De ces deux ressorts si simples naît l'entière régénération de l'état , puisqu'il n'est point d'espèce de bien que cette surveillance ne doive produire. Si ce remède est efficace dans l'ordre politique , pourquoi l'ordre ecclésiastique n'y auroit-il pas recours ? Qu'est-il besoin de chercher de nouveaux moyens ? En associant sa réforme à celle de l'état , c'est lui donner une base plus stable , & la munir de toute la force publique. Qui doute qu'elle ne soit alors plus assurée ? D'ailleurs , moins une machine est compliquée , & plus son jeu est certain.

Quand même on n'auroit d'autre reproche à faire au ministère de la feuille que l'immensité des détails dont il est surchargé , & auxquels il est impossible qu'un homme seul puisse suffire , c'en seroit assez pour demander sa suppression , ou du moins qu'il fût subdivisé de manière à en obtenir une distribution éclairée & véritablement utile. Ce que je propose , c'est de le partager , si je puis parler ainsi , en autant de sections , qu'il y aura d'assemblées provinciales , & de confier à chacune le soin de présenter au Roi la nomination des bénéfices consistoriaux qui se trouveront dans son enceinte. Dans ce nombre , je

ne comprends point les archévêchés & les évêchés que le Prince continuera de nommer comme il a toujours fait , parce qu'il lui est facile de connoître , soit par lui-même , soit par la voix publique , ceux qui conviennent le mieux à ces places éminentes ; qu'il lui est important de s'attacher personnellement les chefs de la religion ; & que , d'ailleurs, les loix de la résidence allant devenir plus sévères, on sera toujours à-peu-près sûr que ces grands bénéfices seront consommés dans la province.

L'attention des états provinciaux ne se porteroit donc que sur les chapelles, les prieurés, les abbayes qui dépendroient de leur ressort. Ils seroient plus à portée que personne de connoître les services qui ont besoin d'être récompensés , les talens qui demandent des encouragemens , & sur-tout d'en surveiller l'usage. Comme cet usage seroit lui-même un titre pour d'autres récompenses , il n'est pas douteux qu'on ne s'efforçât à l'envi de les mériter. Ces biens deviendroient donc alors par-tout un principe d'ordre & d'activité , autant qu'ils favorisent aujourd'hui la dissipation & la licence. Ils seroient aussi distribués dans une proportion plus juste. On n'accumuleroit plus sur une seule tête des biens qui ,

par leur nature , demandent à être divisés. Les bénéficiers , vivant sous les yeux de leurs concitoyens , rougiroient bientôt eux-mêmes d'envahir seuls la subsistance d'un grand nombre. Il est des vices qui ne subsistent que par la facilité qu'on a de les cacher dans l'immensité de la capitale ; pour les faire cesser , il suffiroit de les obliger à se produire.

Le revenu de ces bénéfices variant dans toutes les proportions , ils seroient susceptibles de se prêter à tous les genres de récompense. Celles-ci seroient principalement graduées sur les services , sans exclure cependant les égards que l'on doit au rang , à l'illustration , & à toutes les convenances de la société , seulement les limites seroient , en quelque sorte , plus flottantes ; & un mérite éclatant , joint à des services essentiels , auroit toujours l'espérance de les franchir. Que la noblesse se rassure donc sur l'usage de ces graces insignes ; elle y aura toujours la principale part. N'a-t-elle pas , pour veiller à ses intérêts dans ces assemblées , l'élite de son propre corps , qui , par son rang , ses propriétés , & peut-être plus encore par cet attachement mutuel que le rapprochement des ordres ne peut manquer de produire , y aura toujours la principale influence. Le peuple

d'ailleurs est naturellement juste, & son choix n'honore que parce qu'il est toujours l'expression de l'estime publique. Quelque vifs qu'eussent été les débats entre le peuple & le sénat de Rome pour obtenir qu'on pût nommer des consuls tirés du peuple, lorsqu'on eut emporté ce privilège presque à main armée, quoique le peuple fût seul dispensateur de cette dignité, il se passa plus d'un demi-siècle avant qu'on vît un consul plébéien. Qu'on se rassure donc, je le répète, dans la foule des concurrens; quiconque pourra offrir, avec ses services, ceux qu'ont rendu ses ayeux, sera toujours sûr de la préférence. Le nouvel ordre servira même mieux l'illustration des races, en y rendant le mérite nécessaire; car, combien le privilège d'en être dispensé n'en a-t-il pas terni?

Je ne doute point qu'avec l'émulation que ce nouvel ordre produiroit, & sous une direction vigilante & patriotique, on ne vînt enfin à bout d'assigner quelques fonctions utiles à ces bénéfices, qui presque tous n'imposent d'autre soin que celui de les consommer. Ce sont les grâces les plus importantes de l'état, si on les mesure sur le revenu qu'elles donnent; & ce sont les seules qui n'exigent aucun retour.

de service. N'est-il pas étonnant que ce soit l'église qui donne cet exemple ? & combien elle gagneroit elle-même à le proscrire !

Mais , parmi ces graces , il en est dont il est bien difficile de déterminer l'utilité. Ce sont ces opulentes abbayes qui , par leur immensité , présentent un aliment presque nécessaire à la corruption , parce que le besoin seul ne peut les consommer. Ces fortunes excessives , qui se composent dans un instant , doivent nécessairement enivrer le cœur & la tête ; présentant des amorces à toutes les passions , il n'en est aucune qu'elles ne doivent allumer. Dans les autres états de la société , elles ne font guère que le produit lent de la sagesse , de l'industrie , quelquefois peut-être des vices ; mais au moins l'esprit a le temps de se mûrir pendant leur cours , d'acquérir de l'ordre & de la retenue , que l'habitude conserve lors même que la crainte & le besoin n'en prescrivent plus la loi. Enfin , comme ce sont les travaux d'une vie entière qui les élèvent , elles ne trouvent ordinairement à leur terme que des passions usées , des sens glacés ou amortis. Ici , au contraire , la métamorphose s'opère dans un instant , comme sous la baguette des fées. C'est souvent du sein de l'indigence ,

que sans effort, sans industrie, & presque sans intervalle, on arrive tout à-coup au sommet des richesses. Quelle tête pourroit ne pas tourner dans un mouvement si rapide ? sur-tout si ce déplacement concourt avec l'âge de l'activité & de la force ; & plus encore avec cet âge qui, n'étant point formé par l'expérience, semble moins fait encore pour les jouissances que pour les abus.

Dans l'usage actuel, on ne trouve rien de mieux que de les donner aux évêques & aux archévêques, qui déjà régorgent de richesses, & d'en faire ainsi un scandale public contre lequel la nation ne cesse de murmurer. J'avoue que je n'oserais prendre sur moi de rien prescrire sur ces graces démesurées, qui ne sont propres qu'à corrompre ceux qui les reçoivent. Je craindrois leur influence sur ceux mêmes qui seroient chargés de les distribuer.

Mais si toutes les graces ne doivent avoir qu'une certaine mesure, ces abbayes ne sont-elles pas susceptibles d'une division qui en ôteroit le danger. C'est l'agrégation d'une foule de prieurés, de fiefs, de seigneuries, qui ont composé ce colosse ; il est facile de le faire rentrer dans les proportions ordinaires. C'est le résultat d'une multitude de fondations qui

avoient toutes une destination différente ; ne seroit il pas naturel de les séparer ? & seroit-il injuste de les ramener ainsi à leur institution primitive ? le seroit-il encore , lorsque quelque une de ces sections paroîtroit trop considérable , de les changer de pensions en faveur des talens & des services. Tantôt elles suppléeroient à la modicité des cures , tantôt elles seroient la récompense des longs travaux du ministère , lorsque l'âge ne permettroit plus de les continuer. Qui seroit plus propre à veiller sur cette répartition qu'une assemblée provinciale ? & à qui seroit-il moins possible d'en imposer ? Enfin , comme ces nominations conserveroient toujours la même forme qu'aujourd'hui , & auroient toutes besoin de l'agrément du Prince , que perdrait-il lui-même à cet échange ? Au lieu de céder aux caprices & à la partialité d'un seul homme , il auroit , pour éclairer son choix , celui d'une assemblée nombreuse , & intéressée à bien faire. Les membres tirés des différens ordres se surveilleroient mutuellement pour répartir ces graces sur tous ceux qui en sont dignes. Leur changement alternatif préviendrait tous les effets de l'ambition particulière , & écarteroit tout système exclusif , avec lequel la justice ne peut

jamais s'allier. Enfin , s'il se glissoit quelque abus ou quelque partialité , on en seroit bientôt averti par le cri de la province , & le retour périodique des états-généraux ne tarderoit pas d'y remédier.

Si quelqu'un avoit le bonheur d'attirer sur lui le choix même du Prince , ce titre seroit préféré à tous les autres. Mais les Rois sont si rarement dans le cas de pouvoir appliquer ces graces particulières , & si souvent trompés dans les sollicitations qu'on leur adresse , qu'ils gagneroient plus que personne à établir un ordre qui les écartât dans la suite , ou qui du moins les rendît infiniment plus rares , en plaçant le siège de ces graces plus loin du trône.

Si une famille avoit bien mérité de l'état par un service important , son nom , recommandé par le Prince , n'éprouveroit pas moins de faveur qu'aujourd'hui ; & cette famille se trouveroit doublement honorée , en recevant tout à-la-fois les bienfaits de la nation & de son chef. Dans la distribution de ces biens , on ne doit jamais perdre de vue que , s'ils furent appliqués à l'église , ce furent des citoyens qui les donnèrent ; qu'ainsi leur destination doit être à-la-fois religieuse & patrioti-

que ; & que , s'il y a un excédent après avoir satisfait tous les besoins de l'église , c'est la patrie qui a droit de le révéndiquer.

Il n'est pas , en un mot , un seul avantage existant qu'on ne puisse aussi bien incorporer avec le nouveau plan , & il est lui seul la source d'une multitude d'autres que peut-être nulle institution ne pourroit si bien produire. Qu'on lui substitue un conseil de conscience , quelque choix qu'on mette à le bien composer , il aura toujours un vice radical , sa résidence à la cour , & son éloignement des provinces ; les places seront nécessairement mal remplies , parce que , sur les lieux qu'on peut bien juger des talens qu'elles exigent , ou des vertus qu'elles auront méritées , ce sera d'ailleurs une nécessité de se faire connoître aux membres de ce conseil. Voilà donc tout l'appareil des anciennes sollicitations : le même concours à la capitale peut être le même étalage des audiences publiques ; enfin la langueur nécessaire des provinces , toujours dépouillées de leurs principales richesses qui viendront se verser , comme auparavant , dans le même centre de corruption.

On objectera , peut-être , que les richesses ecclésiastiques étant inégalement réparties dans

les différentes provinces, les unes offriroient peu de graces à répandre, tandis que les autres en régorgeroient. Cette inégalité existe, il est vrai, & c'est un bonheur peut-être pour les provinces qui paroissent les moins favorisées, parce qu'il s'y ouvreroit, à proportion, des sources d'activité & d'industrie qui en tiendroient la place. Mais, d'ailleurs, la piété de nos pères a pourvu par-tout abondamment aux vrais besoins de l'église; & si quelque part un supplément étoit devenu nécessaire, on le trouveroit aisément dans la suppression des établissemens inutiles qu'on appelleroit au secours de ceux qui sont en activité. A quoi bon, par exemple, ces collégiales répandues avec tant de profusion dans le royaume? Quelles sont les fonctions des chanoines qui se rapportent à l'utilité publique? Est-ce donc là l'espèce qu'il soit si intéressant de multiplier? (1) Mais,

(1) Les députations à l'assemblée des états généraux, viennent de nous donner une règle, d'après laquelle il n'est plus permis de se méprendre sur le degré d'es-time qu'on doit aux différens ordres des ministres du culte. Les chanoines, & sur tout ces grands vicaires, qui se donnoient si hautement la préférence; comment figurent-ils donc cette liste, depuis que le peuple est venu à distribuer les rangs, il les a assignés d'après
je

Je le répète , ce n'est que sur les lieux mêmes que ces unions peuvent être faites avec fruit. Il n'y a qu'une assemblée provinciale , instruite de tous les besoins , qui puisse bien diriger ces remplacements. Faute des lumières qu'elle seule peut avoir , toutes ces opérations n'ont jusqu'ici produit que du mal & excité que des murmures. Telle suppression d'un monastère scandaleux ou inutile a été quelquefois un fléau pour un pays , parce qu'on y tarissoit une source de richesses sans rien établir pour la remplacer.

Quant aux provinces où les largesses en faveur de l'église ont été immodérées , n'est-ce pas encore le même pouvoir qui seul peut répartir utilement , soit pour les pauvres , soit dans des établissemens patriotiques , l'excédent que le besoin du culte & de ces ministres ne peuvent pas consommer ?

Il ne m'attache , comme on voit , qu'à détruire les avantages de ce nouveau système ,

les services rendus au public ; & ce sont les bons curés qui ont obtenu cette préférence. Je ne parle point des évêques , parce que l'échec qu'ils éprouvent ne peut être que passager , & que n'étant pas moins utiles par leur place , ils reprendront bientôt leur ascendant , s'ils savent profiter de cette leçon.

& c'est , si je ne me trompe , tout ce que je dois faire ; car ce n'est point à moi qu'il appartient d'en tracer le plan : si cette idée mérite d'être accueillie par la nation , les assemblées provinciales trouveront bien sans moi les moyens de la faire réussir. Qui saura mieux qu'elles les règles qu'elles doivent se prescrire ? D'ailleurs , n'est-il pas probable qu'elles seront elles-mêmes obligées de revenir quelquefois sur les premiers essais , & de les corriger d'après les leçons de l'expérience. La perfection est rarement le fruit des premiers efforts. Je me borne donc à présenter cette idée , qui me paroît à-la-fois simple & féconde , en même-temps la plus conforme au vrai esprit de l'église , parce qu'elle rappelle , & remplace peut être avec avantage les anciennes élections , qui ont toujours été l'objet des regrets du peuple ; mais qui cependant furent toujours trop tumultueuses , & qui ne conviennent plus depuis long-temps ni à nos richesses , ni à nos mœurs : c'est du reste à la nation à faire elle-même l'application de ce projet , si elle le trouve utile ; c'est assez pour moi de l'avoir montré le premier , & d'y joindre les vœux que je fais pour son bonheur.

F I N.